

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Palestine

Gaza

- International -

Date de mise en ligne : vendredi 19 septembre 2014

Démocratie & Socialisme

Nous publions ici la quatrième partie de l'article « Gaza : 8 questions, 8 réponses » de notre camarade Jean-Jacques Chavigné (voir lettres de D&S des semaines précédentes).

7 Peut-on amalgamer antisémitisme et critique de la politique d'Israël ?

Cette question se pose avec acuité aujourd'hui, en France.

Le 20 juillet dernier, le Premier ministre, Manuels Valls, fustigeait un antisémitisme nouveau qui se serait caché « *derrière la haine de l'État d'Israël* [1] ». Il n'avait pas mené cette charge à n'importe quelle occasion mais lors de commémoration de l'ignoble Rafle du Vel d'Hiv, des 16 et 17 juillet 1942. Dans sa lettre à François Hollande, Edwy Plenel dénonçait cet amalgame : « *Protester contre les violations répétées du droit international par l'État d'Israël, ce serait donc préparer la voie au crime contre l'humanité ! Exiger que justice soit enfin rendue au peuple palestinien, pour qu'il puisse vivre, habiter, travailler, circuler, etc., normalement, en paix et en sécurité, ce serait en appeler de nouveau au massacre, ici même !* [2] »

Devant la chaîne de télévision israélienne Aroutz 2, le député UDI des Français à l'étranger, Meyer Habib, allait plus loin dans l'amalgame puisqu'il comparait les manifestations parisiennes en soutien au peuple palestinien à la « Nuit de cristal » du 9 au 10 novembre 1938 dans l'Allemagne nazie, parlait « d'intifada en plein Paris » avec « des dizaines de milliers de musulmans et de membres d'extrême-gauche qui crient Morts aux Juifs » [3].

L'antisémitisme

L'antisémitisme est l'une des formes du racisme, cette idéologie dont le fondement est qu'il existerait une hiérarchie ou des différences infranchissables entre des « races », des civilisations ou des cultures.

L'antisémitisme existe, malheureusement, en France. De l'injure à la violence, en passant par la menace, il peut prendre bien des aspects dont les plus effrayants sont l'assassinat d'Ilan Halimi, le 13 février 2006, un jeune homme de 23 ans, retrouvé agonisant, brûlé et supplicié parce qu'il était Juif ; l'assassinat de 4 personnes dont trois enfants, par Mohammed Merah, à l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse, le 19 mars 2012 ; l'assassinat par un Français, Mehdi Nemmouche, de quatre personnes, au Musée juif de Bruxelles, le 24 mai 2014.

Cet antisémitisme doit être combattu qu'il s'agisse de celui de l'extrême droite ou de ceux, très minoritaires, qui tentent d'instrumentaliser la question palestinienne. Il n'est cependant pas possible de distinguer entre les racismes qui doivent, tous, être condamnés et combattus sans aucune concession et qui doivent être combattus de front, sans hiérarchiser les racismes.

« *Ceux qui dénoncent les actes antisémites (...) mais ne disent rien des exactions anti-arabes portent une part de responsabilité dans la communautarisation des esprits et dans le renforcement de l'antisémitisme, car ce n'est pas le racisme, quel qu'il soit et d'où qu'il vienne, qu'ils combattent, mais uniquement le racisme de l'autre.* » affirmait déjà, en 2003, Michel Warschawsky [4].

Le professeur de philosophie de Frantz Fanon à Fort-de-France avertissait ses élèves martiniquais : « *Quand vous entendez dire du mal des juifs, dressez l'oreille, on parle de vous.* » La réciprocité est vraie, quand on dit du mal d'un

Martiniquais ou d'un Arabe c'est aussi des Juifs dont on dit du mal. Le combat antiraciste ne se hiérarchise pas. Les statistiques des violences racistes, recensées depuis des années par le CNCDH indiquent une progression et une régression simultanées des actes de violences racistes anti-juifs et anti-arabes.

Le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF) estime que l'antisémitisme devient un « *phénomène de masse* [5] » en s'appuyant sur un rapport établi par le SPCJ (Service de protection de la communauté juive), lui-même basé sur des plaintes collectées par les services de police. Selon ce rapport, le nombre d'actes antisémites, commis entre janvier et juillet 2014 a progressé de 91 % par rapport à la même période de 2013 (de 276 à 527). Le rapport souligne notamment la montée des actes de violence (coups, incendies, vandalisme...) qui serait en hausse de 126 % ; les menaces (verbales, écrites...) augmenteraient de 79 %. Cette montée de l'antisémitisme aurait connu deux pics : lors de la manifestation « jour de colère » dans laquelle foisonnaient les antisémites d'extrême-droite et lors de l'intervention de l'armée israélienne à Gaza.

Il faudra sans doute attendre la publication du rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) de 2014 pour vérifier la pertinence des chiffres du rapport du SPCJ. Cette montée n'aurait, cependant, rien d'improbable. Selon la CNCDH, en janvier 2009, les actes antisémites avaient déjà fortement augmenté lors de l'opération israélienne « plomb durci » contre Gaza. Le même phénomène avait déjà été mis en évidence lors de la deuxième Intifada, au début des années 2000. L'augmentation du nombre d'actes antisémites en 2014 a donc, comme en 2000 et 2009, une explication conjoncturelle qui ne traduit pas pour autant le retour d'un antisémitisme structurel. Alain Gresh et Dominique Vidal précisent le contexte de cette montée conjoncturelle de l'antisémitisme : « *Les violences contre les Juifs ne s'appuient pas sur un courant judéophobe de masse, alors que les violences contre les Arabes ou les musulmans bénéficient du climat islamophobe prégnant. D'ailleurs à en croire les sondages, 90 % des Français se disent prêts à élire un président de la République juif, quand seuls 36 % voteraient pour un candidat musulman...* [6] ».

Le rapport du CNCDH de 2013 affirme : « *Si on compare notre époque à celle de l'avant-guerre, on pourrait dire qu'aujourd'hui le musulman, suivi de près par le Maghrébin, a remplacé le juif dans les représentations et la construction d'un bouc émissaire.* ».

Laurent Mucchielli, sociologue et directeur au CNRS, met en évidence une diminution de l'antisémitisme en France sur une longue période. Il écrit : « *L'hypothèse d'une « nouvelle judéophobie » qui permettrait un retour de l'antisémitisme sous couvert de critique de la politique israélienne, et qui traduirait un déplacement de l'antisémitisme de l'extrême droite vers l'extrême gauche, est invalidée également par les travaux scientifiques. Ces derniers montrent en effet que, dans les opinions d'extrême droite, on observe bien une conjonction ou un amalgame entre antisémitisme et anti-israélisme, mais que c'est le contraire dans les opinions de gauche et d'extrême gauche : les plus hostiles à la politique de l'État d'Israël sont souvent en même temps les moins antisémites.* [7] ».

La critique de la politique d'Israël

Cette critique se situe sur un tout autre plan que l'antisémitisme. Elle est discutable comme tout jugement politique mais ne peut être amalgamée à l'antisémitisme.

Cette critique est justifiée lorsqu'elle remet en cause la politique d'occupation de la Bande de Gaza, de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie par l'État d'Israël. Elle est justifiée lorsqu'elle désapprouve la colonisation ininterrompue, depuis 1967, des terres palestiniennes par Israël, au mépris de droit international. Elle est justifiée lorsqu'elle blâme la violation continuelle par Israël des résolutions de l'ONU ou des jugements de la Cour International de Justice de La Haye. Elle est justifiée lorsqu'elle condamne les agressions à répétition, d'une extrême violence, menées par un État disposant de tout l'armement moderne contre un peuple qui ne dispose ni d'un État, ni d'une armée régulière, ni d'un armement un tant soit peu comparable.

Il n'y a aucune raison que la politique de l'État d'Israël ne puisse pas, comme la politique de tout État, faire l'objet de critiques et qu'il ne soit pas possible de se mobiliser contre cette politique sans être accusé d'antisémitisme. La politique de la France en Algérie, celles des États-Unis au Viêt-Nam ou en Irak, la politique d'apartheid en Afrique du Sud avaient suscité, elles-aussi, des mobilisations, souvent beaucoup plus importantes.

L'amalgame entre antisémitisme et critique de la politique d'Israël à une fonction bien précise : occulter la réalité de la résistance à une occupation coloniale des territoires palestiniens depuis 1967.

La tentative de masquer la nature du conflit israélo-palestinien peut aussi prendre une autre forme : l'assimilation à une guerre de religion qui trouverait ces prolongements en France. La réunion organisée le lundi 27 juillet à l'Élysée, sous prétexte d'éviter les conflits entre « communautés » avait, avant tout, cette fonction. François Hollande avait alors réuni le président du Conseil français du culte musulman, le président du Consistoire central juif de France, le secrétaire général de la Fédération protestante de France, le représentant de la Conférence des Evêques de France, la vice-présidente de l'Union Bouddhiste de France, le représentant de l'Assemblée des Evêques orthodoxes de France !

Une focalisation sur Israël ?

Le 19 juin 2012, Bernard-Henri Levy déclarait (en substance), au journal de France 2, dans un débat qui l'opposait à Najat Vallaud Belkacem, que la seule explication de la mobilisation en faveur de Gaza ne pouvait être que l'antisémitisme. Comment expliquer autrement, qu'en France, personne (ou si peu) ne se soit mobilisé ou ne se mobilise en défense des musulmans bosniaques, des Tchétchènes, des populations massacrées au Darfour ?

Bernard Henri Levy aurait pu avoir une approche positive en affirmant comprendre la mobilisation en soutien du peuple palestinien face à la violence d'Israël mais en s'étonnant que les Musulmans bosniaques, les populations du Darfour, les Tchétchènes n'aient pas bénéficié ou ne bénéficient pas de la même mobilisation. Il s'en est bien gardé car le but de son discours était, précisément, d'éluder la question de la violence de l'État d'Israël envers les Palestiniens.

Bernard Henri Levy aurait pu trouver un début de réponse à sa question en lisant avec attention Shmuel Trigano, un philosophe qui défend pourtant, la même thèse mais qui n'en écrit pas moins : « *Jérusalem, capitale d'Israël et ville universelle* [8] », L'ordre des mots n'est bien sûr pas innocent mais cette phrase a le mérite de montrer la place qu'occupe Jérusalem (le mur des lamentations, l'esplanade des Mosquées, le Golgotha..) dans toutes les cultures qui se réclament, d'une façon ou d'une autre, des trois monothéismes.

Rien, surtout, ne relie directement notre pays à la Tchétchénie ou au Darfour. Les liens avec la Bosnie, par sa proximité avec l'Union européenne, sont plus étroits et c'est d'ailleurs ce qui explique l'importance relative de la mobilisation en faveur des Musulmans bosniaques.

Les liens qui nous relient à Israël et à la Palestine sont d'une toute autre nature.

Notre pays a joué un rôle dans le génocide organisé par les nazis contre les Juifs d'Europe. La Rafle du Vél d'Hiv que commémorait Manuel Valls avait été mise en oeuvre, sur le terrain, par la police française. Les lois antisémites de Vichy étaient le fruit d'un régime dont le chef, le Maréchal Pétain, s'était vu octroyer les pleins pouvoirs par le vote, très majoritaire, d'un Parlement élu par le peuple français.

À la différence de la Russie de Poutine, de la Syrie ou du Soudan, Israël est considéré, à l'instar de la France,

comme une démocratie. Mais c'est une démocratie qui bafoue depuis plus de 40 ans, en toute impunité, le droit international.

Alain Gresh le reconnaît : « Israël est jugé selon des principes spéciaux. En effet, quel autre exemple connaît-on d'une occupation condamnée depuis plus de quarante ans par les Nations unies sans résultats ni sanctions ? Quel autre cas existe-t-il de puissance conquérante pouvant installer plus de 500 000 colons dans les territoires qu'elle occupe (politique qui, en droit international, constitue un « crime de guerre ») sans que la communauté internationale émette autre chose que des condamnations verbales, sans effet ni suite ? [9] ».

La place dans le soutien à la Palestine des jeunes Français issus de l'immigration

Le soutien de ces jeunes Français ne serait pas politique mais « religieux », « culturel » ou « communautariste ». Pour Saïd Bouamama, ces explications « évacuent aisément à la fois les facteurs, historiques, la contextualisation des faits et les facteurs matériels pouvant produire une sensibilité particulière à l'endroit de la question palestinienne [10] ».

Le soutien au peuple palestinien n'est pas une nouveauté. Le début de la décennie 1970 avait vu le développement du soutien à la résistance palestinienne dans l'immigration. Les « Comités de soutien à la résistance palestinienne » alors créés, étendirent rapidement leur lutte à celle contre le racisme en France et liaient, ainsi, la défense des travailleurs immigrés et celle des Palestiniens.

Saïd Bouamama ajoute : « L'immigration maghrébine est fille de la colonisation. Chaque groupe familial porte dans sa trajectoire et dans sa mémoire les stigmates de la colonisation. (...) La découverte par les jeunes de la situation faite au peuple palestinien ne peut pas ne pas faire écho à ce « sentiment d'humiliation » et d'injustice, hérité de leur propre histoire familiale. (...) Ces jeunes finissent par saisir des éléments de similitude des logiques discriminatoires en oeuvre en Palestine (même si les degrés ne sont pas les mêmes) et surtout la similitude de logiques argumentaires mises en avant pour justifier la situation inégalitaire ».

Antisémitisme et antisioniste

Haïm Korsia, grand-rabbin de France, déclarait le 15 juillet 2014 : « Une fois de plus ce sont les juifs qui sont l'objet d'une haine profonde, mais ne soyons pas dupes du prétexte géopolitique : l'antisionisme a les mêmes habits que l'antisémitisme [11] ». Le grand-rabbin omettait, cependant, de préciser en quoi l'antisionisme et l'antisémitisme auraient les mêmes habits et il n'essayait même pas de distinguer entre les différentes formes d'« antisionisme ». Il est pourtant possible d'en distinguer quatre.

La première forme d'antisionisme est celle qui opposait la grande majorité des Juifs d'Europe de l'est (du Yiddishland) au sionisme à la fin du siècle dernier. Le sionisme, en effet, est un mouvement politique moderne né à la fin du XIXe siècle et limité à l'Europe. Il était au départ très minoritaire et se heurtait à une quadruple opposition. D'abord, celle du Bund (Union générale juive en Russie et Pologne) qui luttait à la fois contre l'oppression nationale dont les Juifs étaient victimes et contre l'oppression sociale subie par l'ensemble du prolétariat russe et polonais. Ensuite, celles des rabbins. Puis, celle des Juifs assimilés. Enfin, une quatrième opposition se manifestait alors, très concrètement : le départ massif (un tiers des Juifs européens entre 1880 et 1920) pour une « terre promise » qui n'était pas la Palestine (3 % des émigrants) mais les États-Unis (90 %). Ces juifs qui n'étaient pas sionistes étaient-ils pour autant antisémites ?

La deuxième définition revient à Pierre-André Taguieff. Dans un entretien accordé au JDD, il synthétisait ce qu'était, pour lui, la nouvelle « vulgate antijuive » : « La nouvelle vulgate antijuive qui s'est installée durablement en France

et dans d'autres pays européens peut se résumer par l'articulation de trois caractéristiques négatives attribuées aux "Juifs" ou aux "sionistes", ces dénominations conventionnelles étant choisies selon les circonstances :

1°) ils sont "dominateurs" en Occident ("Ils ont tout" ; "Ils ont le pouvoir" ; "Ils dirigent l'Amérique") ;

2°) ils sont "racistes", en particulier au Proche-Orient, où ils se comportent "comme des nazis" avec les Palestiniens, victimes d'un "génocide" en cours de réalisation ;

3°) ils exercent une puissante influence occulte et complotent partout dans le monde, ils ont organisé les attentats du 11-Septembre, ils poussent à la guerre... [12] »

Pierre-André Taguieff employait là un procédé polémiste plutôt éculé : gonfler lui-même une baudruche pour pouvoir, ensuite, se vanter de l'avoir fait éclater.

Quelle organisation, parmi celles qui avaient rassemblé 25 000 manifestants le 23 juillet à Paris, pouvait se reconnaître dans une telle « vulgate » : Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens ? Les 33 parlementaires socialistes qui appelaient à manifester ? L'Association France Palestine Solidarité ? ATTAC ? La CGT ? La Confédération paysanne ? EELV ? La FSU ? Le Mouvement de la Paix ? La LDH ? Le MRAP ? Le NPA ? Le PCF ? Le Parti de Gauche ? L'Union Juive Française pour la Paix ? L'UNEF ? L'Union syndicale Solidaires ?

Aucune de ces organisations ne reprend à son compte une seule virgule des trois caractéristiques de la soi-disant « vulgate antijuive » de Pierre-André Taguieff. Ce dernier ne fait que s'attaquer aux idées complotistes qui traînent sur le net mais qui n'ont rien à voir, de près ou de loin, avec les positions défendues par les organisations qui appelaient à manifester le 23 juillet. Pierre-André Taguieff a, sans doute, raison de s'opposer à ces idées « complotistes » mais il a tort de tenter de distiller l'idée qu'il s'agit là d'une « vulgate », d'une idéologie partagée par le plus grand nombre.

La troisième forme prise par l'antisionisme est celle qui considère que les Juifs n'auraient rien à faire en Palestine. Cela revient à nier la réalité d'une nation juive en Palestine, 66 ans après la création de l'État d'Israël et aurait pour conséquence le transfert forcé de millions de Juifs hors de Palestine, ce qui est considéré comme un crime contre l'humanité par l'ONU. Cette forme d'antisionisme est extrêmement minoritaire dans notre pays et aucune des organisations qui appelaient à la manifestation du 23 juillet ne s'en réclament puisque toutes exigent la création d'un État palestinien, indépendant et viable, à côté de l'État israélien.

La quatrième forme prise par l'antisionisme est celle du refus d'un État juif supposant un « droit au retour » pour tous les Juifs du monde en Israël. Ce « droit au retour » implique, en effet, l'impossibilité d'un « droit au retour » pour les Palestiniens expulsés de Palestine en 1948 et 1967. Il implique également une colonisation continue des terres palestiniennes, l'occupation de la Bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-est, la construction du « mur de séparation » et la multiplication d'expéditions punitives tels que l'opération « Bordure protectrice » pour tenter de venir à bout de la résistance des Palestiniens à l'occupation colonialiste qu'ils subissent depuis 47 ans.

Ce droit au retour de tous les Juifs en Palestine repose sur le récit biblique pris comme une vérité historique et sur l'affirmation, contestée notamment par l'historien israélien Shlomo Sand, qu'« un peuple juif aurait existé pendant plusieurs millénaires là où tous les autres « peuples » se sont fondus et ont disparu [13] »

Sur quoi, d'ailleurs, en dehors de l'affirmation que « la terre promise » l'aurait été par Dieu à Abraham pourrait s'appuyer une telle exigence ? Sur le « droit du premier occupant », s'il était historiquement prouvé ? Mais dans ce

cas, il faudrait rendre les États-Unis et le Canada aux Amérindiens !

Cette quatrième forme d' « antisionisme », de très loin la plus partagée dans notre pays rejoint, en fait, la possibilité de critiquer la politique d'Israël comme celles de tous les États du monde.

Le CRIF rend un très mauvais service aux Juifs, avant tout aux Juifs français

Le CRIF, dont la « représentativité » ne semble pas aussi évidente qu'il le prétend puisque la manifestation qu'il avait appelé devant l'ambassade d'Israël, le 31 juillet dernier, n'avait regroupé que moins de 5000 personnes, se conduit aujourd'hui comme une seconde ambassade d'Israël en France.

Dans sa « Lettre ouverte à Roger Cukierman », Julien Salingue souligne les dangers des amalgame de l'ancien président du CRIF : « *Mais vos propos, maintes fois réitérés, n'aident pas, et c'est un euphémisme, ceux qui entendent mener le combat contre l'antisémitisme tout en ne renonçant pas à témoigner de leur soutien aux droits légitimes (et internationalement reconnus) des Palestiniens. Car VOUS entretenez l'amalgame entre juif et israélien. Car VOUS banalisez certaines des tragédies dont ont été victimes les Juifs. Ce faisant, vous rendez service à la vermine antisémite en reprenant à votre compte, bien que vos intentions diffèrent, leurs pires abjections.* [14] ».

Les 6 autres parties du texte de notre camarade Jean-Jacques Chavigné ont été publiées dans le numéro de septembre de la revue Démocratie&Socialisme et chaque semaine dans la lettre de D&S.

- ▶ 8 questions / 8 réponses sur [Gaza](#) (1/5)
- ▶ 8 questions / 8 réponses sur [Gaza](#) (2/5)
- ▶ 8 questions / 8 réponses sur [Gaza](#) (3/5)
- ▶ 8 questions / 8 réponses sur [Gaza](#) (4/5)

[1] Reuters - 20 juillet 2014.

[2] Edwy Plenel « *Palestine : Monsieur le Président, vous égarez la France* » - 23 juillet 2014- Médiapart.

[3] La vidéo de cet entretien peut être vue sur « *Arrêt sur images* » - [22 juillet 2014](#).

[4] Michel Warschawsky - « *Antisémitisme* » - Mai 2003 - Site de la LDH de Toulon

[5] Willy Le Devin et Dominique Albertini - « *Montée des actes antisémites et des actes islamophobes* » Libération - 12/09/2014.

[6] Alain Gresh Dominique Vidal « *Les 100 clés du Proche-Orient* » - Nouvelle édition mars 2011- Pluriel

[7] Laurent Mucchielli « *Le pseudo retour de l'antisémitisme : un rituel du diner annuel du CRIF* » - Rue 89 - 06/03/2009

[8] Shmuel Trigano « *L'Ébranlement d'Israël, Philosophie de l'histoire juive* » - Seuil : L'histoire immédiate - Avril 2002.

[9] Alain Gresh - Blogs du Diplo - 31/07/2014 - « *Gaza avant le Congo ? La Palestine avant la Syrie ?* »

[10] Saïd Bouamama « *Minorités issues des anciennes colonies et soutien à la cause palestinienne* » - Site « Comité Action Palestine », 22 janvier 2010

[11] Anette Lévy-Willard - Libération - 15 juillet 2014 « *Une haine des Juifs qui s'habille des oripeaux de l'antisionisme* »

[12] Pierre-André Taguieff « *Les nouvelles passions antijuives* » - Interview par Richard Bellet- JDD, 27/07/2014.

[13] Shlomo Sand « *Comment le peuple juif fut inventé* » Arthème Fayard - 2008.

[14] Julien Salingue « *Les dangereux amalgames de Roger Cukierman* » 23 juillet 2014 - Site de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP).